

Règlement de prévoyance

2^e partie
Dispositions générales du règlement (DGR)
Annexes 1 à 6

Édition 01.2022

Annexe 1
Répartition volontaire des fonds libres, des mesures spéciales et d'éventuelles réserves de cotisations de l'employeur

Annexe 2
Maintien de la prévoyance

Annexe 3
Rachat en vue d'une retraite anticipée

Annexe 4
Règlement de liquidation partielle

Annexe 5
Dispositions relatives au partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce

Annexe 6
Maintien de l'assurance en cas de résiliation des rapports de travail par l'employeur après 58 ans

Annexe 1

Répartition volontaire des fonds libres, des mesures spéciales et d'éventuelles réserves de cotisations de l'employeur

1. Principes fondamentaux

- ¹ La répartition se fonde sur une décision arrêtée par l'organe compétent pendant la durée contractuelle.
- ² Dans le cadre du plan de répartition correspondant, il est tenu compte intégralement de tous les fonds collectifs disponibles dans la caisse de prévoyance et des critères ainsi que du cercle des bénéficiaires visés au chiffre 2.
- ³ Les personnes assurées et les bénéficiaires de rentes sont informés des modalités de la répartition.

2. Plan de répartition

2.1. Fonds libres

- ¹ En principe, le plan de répartition applique les critères ci-après, uniformément pondérés:
 - a) âge au jour de référence;
 - b) dernier salaire annuel annoncé;
 - c) avoir de vieillesse au jour de référence (pour les actifs) ou capital déterminant au jour de référence (pour les bénéficiaires de rentes);
 - d) nombre d'années d'assurance complètes au jour de référence.
 De ce fait, un âge avancé, un salaire annuel élevé, un avoir de vieillesse ou un capital déterminant important ainsi qu'un grand nombre d'années d'assurance influencent à la hausse la part de fonds à répartir.

- ² Les personnes ci-après sont prises en compte pour la répartition:
 - a) tous les assurés actifs au jour de référence;
 - b) tous les bénéficiaires de rentes de vieillesse et d'invalidité au jour de référence;
 - c) tous les personnes sorties de la fondation jusqu'à trois ans avant le jour de référence.

2.2. Mesures spéciales

- ¹ En principe, le plan de répartition applique les critères ci-après, uniformément pondérés:
 - a) âge au jour de référence;
 - b) dernier salaire annuel annoncé;
 - c) nombre d'années d'assurance complètes au jour de référence.
 De ce fait, un âge avancé, un bas salaire annuel et un grand nombre d'années d'assurance influencent à la hausse la part de fonds à répartir.

- ² Les personnes ci-après sont prises en compte pour la répartition:
 - a) tous les assurés actifs au jour de référence;
 - b) tous les bénéficiaires de rentes de vieillesse et d'invalidité au jour de référence;
 - c) tous les personnes sorties de la fondation jusqu'à trois ans avant le jour de référence.

2.3. Fonds libres et mesures spéciales

S'il y a lieu de répartir des fonds libres et des mesures spéciales, les mesures spéciales sont attribuées en priorité aux fonds libres et ventilées intégralement conformément aux dispositions du chiffre 2.1.

2.4. Fonds libres et réserves pour cotisations de l'employeur

Si, conformément à la volonté de l'employeur, il y a lieu de répartir des réserves pour cotisations de l'employeur, elles sont affectées en priorité aux fonds libres, après compensation des primes impayées et ventilées intégralement conformément

aux dispositions du chiffre 2.1.

3. Exécution

3.1. Moment de la répartition

Si la répartition déroge aux principes fondamentaux énoncés dans la présente annexe, le plan de répartition est exécuté après sa signature valide par l'organe compétent. Dans le cas contraire, le plan de répartition est exécuté dès qu'il a été établi, sans devoir être signé.

3.2. Genre de répartition

- ¹ La part de la répartition est créditée sur l'avoir de vieillesse ou le capital déterminant des bénéficiaires.
- ² Si, dans le cas de bénéficiaires de rentes, il n'est pas possible de l'intégrer au capital déterminant, la part attribuée peut être versée directement au bénéficiaire.
- ³ S'il n'est pas possible de l'intégrer à l'avoir de vieillesse, en raison du fait que le bénéficiaire a pu faire valoir un motif de versement en espèces, la part de la répartition est également versée directement au bénéficiaire.
- ⁴ Si le bénéficiaire a omis de fournir les informations nécessaires au versement, et que de ce fait l'attribution de la part qui lui revient n'est pas possible, sa part est transférée sans plus de façon à la fondation de l'institution supplétive six mois après la première information relative à la répartition prévue.

4. Valeurs minimales

- ¹ La fondation fixe des valeurs minimales pour le total des fonds à répartir ou pour la part à attribuer à chaque bénéficiaire.
- ² Si ces valeurs minimales ne sont pas atteintes, le cercle des bénéficiaires sera adapté, afin de maintenir les coûts engagés dans une proportion acceptable par rapport aux fonds à répartir.
- ³ La fondation contrôle périodiquement l'adéquation de ces mesures.
- ⁴ La valeur minimale de la part à attribuer à chaque bénéficiaire ne doit pas être inférieure à CHF 200.– ni supérieure à CHF 500.–.

5. Coûts

- ¹ L'établissement d'un plan de répartition volontaire ou prescrit légalement génère des coûts régis par le règlement des frais en vigueur.
- ² Les dépenses extraordinaires engagées pour la liquidation d'objections et de plaintes, en particulier celles liées aux expertises nécessaires à cet effet, peuvent être facturées en sus à la caisse de prévoyance concernée.

6. Cas non régis

La fondation règle par analogie, compte tenu des dispositions légales, les cas de répartition qui ne sont pas expressément réglés par la présente annexe.

Annexe 2 Maintien de la prévoyance

1. Généralités

- ¹ Les dispositions de la présente annexe s'appliquent au maintien de la prévoyance au-delà de l'âge ordinaire de la retraite selon les DGR, jusqu'à l'âge de 70 ans révolus au maximum, pour autant que les DPR prévoient le maintien de la prévoyance.
- ² La solution de prévoyance valable pour la caisse de prévoyance s'organise conformément aux dispositions particulières du règlement correspondantes sur le maintien de la couverture (ci-après DPR).

2. Personnes assurées

- ¹ La couverture est donnée, sur leur demande individuelle, aux personnes à assurer
 - dont les rapports de travail avec l'employeur existaient déjà avant l'âge ordinaire de la retraite et se poursuivent au-delà de celui-ci, et
 - dont le salaire annuel perçu et déclaré par l'employeur excède le seuil d'entrée, et
 - qui ne sont pas invalides à 70% ou plus au moment où elles atteignent l'âge ordinaire de la retraite et pour lesquelles la fondation gère un avoir de vieillesse actif, et
 - qui ne touchent pas les prestations de vieillesse complètes au moment de la prise d'effet du maintien de la prévoyance.
- ² L'entrée dans la caisse de prévoyance ou le transfert depuis une autre institution de prévoyance est impossible pour les personnes qui concluent un nouveau contrat de travail avec l'employeur après avoir atteint l'âge ordinaire de la retraite.

3. Prestations de prévoyance

- ¹ Aussi longtemps que la personne assurée continue de percevoir de l'employeur un salaire effectif représentant, à l'âge ordinaire de la retraite, plus des deux tiers du salaire annuel soumis aux cotisations AVS en vigueur, elle ne peut prétendre à des prestations de vieillesse.
- ² La retraite partielle est possible conformément aux dispositions prévues dans les DGR, aussi bien à l'âge ordinaire de la retraite qu'après.
- ³ Le droit aux prestations de vieillesse assurées débute à la dissolution des rapports de travail avec l'employeur ou lorsque le salaire minimum (seuil d'entrée) n'est pas atteint de manière durable, au plus tard toutefois à l'âge de 70 ans révolus. La prestation de vieillesse est respectivement versée pour la première fois le premier jour du mois suivant.
- ⁴ Les prestations d'invalidité ne sont plus assurées. En cas d'incapacité de travail ultérieure de la personne assurée, les prestations de vieillesse sont versées au plus tard après un délai de six mois, conformément à l'alinéa 3 ci-dessus.
- ⁵ Les prestations pour survivants éventuelles sont déterminées sur la base des DPR..

4. Rachat et encouragement à la propriété du logement (EPL)

- ¹ Le rachat est possible s'il n'est pas expressément exclu par les DPR. Cependant, le montant du rachat ne doit pas excéder le montant maximal réglementaire possible jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite de la personne assurée selon les DPR, déduction faite de l'avoir de vieillesse déjà disponible au moment du rachat.
- ² Le versement anticipé et la mise en gage dans le cadre de l'EPL sont exclus. Le remboursement de versements anticipés effectués avant le début du maintien de la prévoyance n'est plus autorisé. Les mises en gage existant au début du maintien de la prévoyance subsistent dans la mesure où elles se réfèrent aux prétentions à des prestations de vieillesse ou pour survivants qui continuent d'être assurées.

5. Divorce

Le versement ou la réception de fonds de prévoyance par suite de divorce sont possibles, de même que les rachats de prestations. Les détails sont réglés à l'annexe 7 «Dispositions relatives au partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce».

6. Dissolution des rapports de travail

La dissolution des rapports de travail pendant le maintien de la prévoyance conduit toujours à la retraite. La prestation de vieillesse est versée en lieu et place d'une prestation de sortie.

7. Justification et dissolution des rapports d'affiliation

- ¹ Sur la base d'une justification des rapports d'affiliation, le maintien de la prévoyance du personnel telle qu'elle était appliquée dans la précédente institution de prévoyance peut être poursuivi dans la fondation.
- ² La dissolution des rapports d'affiliation conduit au transfert du personnel dont la prévoyance est poursuivie à la nouvelle institution de prévoyance dans la mesure où celle-ci donne expressément son accord. Si ce n'est pas le cas, la dissolution des rapports de travail entraîne le début du droit aux prestations de vieillesse.

8. Entrée en vigueur; DGR

- ¹ La présente annexe s'applique à partir de la date de validité du plan de prévoyance déterminant pour le maintien de la prévoyance selon les DPR.
- ² Sont également applicables, par analogie, les dispositions des DGR.

Annexe 3

Rachat en vue d'une retraite anticipée

1. Champ d'application

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent pour autant que la possibilité du rachat individuel pour la retraite anticipée soit prévue dans les DPR déterminantes. Dans la mesure où elles s'en écartent, elles priment sur celles des DGR.

2. Principe fondamental

¹ La personne assurée peut prendre une retraite anticipée totale ou partielle au plus tôt à partir de sa 58^e année révolue et percevoir l'entier ou une partie des prestations de vieillesse.

² Si elle désire prendre une retraite anticipée complète et percevoir l'entier de ses prestations de vieillesse de manière anticipée, la personne assurée a la possibilité de faire une demande de rachat spécial au-delà des prestations réglementaires complètes, afin de compenser, entièrement ou partiellement, la réduction des prestations liée à la retraite anticipée. La fondation est en droit de demander un examen de santé avant de statuer sur ce rachat, et de refuser ledit rachat. La demande est ajournée, notamment, si la personne assurée a subi une incapacité de travail d'au moins 40% pendant plus de 30 jours sur une période de 60 jours à compter du premier jour de l'incapacité de travail.

3. Exclusion du rachat spécial en vue de la retraite anticipée

¹ Le rachat spécial n'est pas possible si:

- un départ à la retraite anticipé est possible et prévu avant la 58^e année révolue;
- un cas de prévoyance est survenu;
- la personne assurée, compte tenu de l'avoir réduisant le montant maximal de la somme de rachat, n'a pas encore racheté les prestations réglementaires complètes, remboursé des versements anticipés pour l'encouragement à la propriété du logement ou entièrement racheté ses cotisations après un divorce;
- la personne assurée veut prendre une retraite anticipée partielle et veut, de ce fait, percevoir la moitié de ses prestations de vieillesse;
- ce rachat est prévu au cours des trois années précédant la date prévue de la retraite anticipée, la personne a déclaré vouloir percevoir ses prestations de vieillesse sous forme de prestation en capital - complète ou partielle - et au moment du rachat, ladite déclaration ne peut pas être révoquée ou il n'est plus possible de respecter le délai réglementaire pour sa révocation, sous réserve de la prestation en capital d'un quart de l'avoir de vieillesse minimum LPP;
- la personne assurée a racheté des cotisations complètes ou partielles afin de financer sa retraite anticipée mais continue à travailler et demeure assurée auprès de la fondation au-delà de l'âge prévu de retraite anticipée.

4. Rachat

4.1. Rachat destiné au préfinancement de bonifications de vieillesse manquantes

¹ La somme du rachat supplémentaire destiné à préfinancer des bonifications de vieillesse

manquantes est déterminée sur la base du salaire assuré actuel et du barème de rachat figurant à l'annexe 1 aux DPR.

² Le montant de la somme de rachat correspond, au maximum, à la différence calculée en cours d'année entre la valeur indiquée dans le barème de l'annexe 1 aux DPR au moment de la date prévue de la retraite anticipée et la valeur au moment du départ à la retraite ordinaire. Cette disposition s'applique également si, par suite d'une réduction du montant maximal pour le rachat des prestations réglementaires, l'avoir de vieillesse effectivement disponible au moment du départ à la retraite anticipée est inférieur à la valeur indiquée dans le barème de rachat pour la date prévue de la retraite anticipée.

³ La différence ainsi calculée est escomptée au taux minimal LPP pour la date prévue de la retraite anticipée. D'autres pertes de taux d'intérêt ne peuvent pas être rachetées.

4.2. Rachat destiné au préfinancement de la réduction du taux de conversion

¹ Étant donné qu'au moment du départ à la retraite anticipée le taux de conversion en rente de l'avoir de vieillesse est inférieur à celui appliqué lors du départ à la retraite ordinaire, la personne assurée qui a racheté ses prestations complètes, conformément aux dispositions du chiffre 4.1, peut demander un rachat supplémentaire destiné au financement anticipé de cette réduction du taux de conversion. La valeur de ce rachat supplémentaire est calculée sur des fondements actuariels reconnus, selon les bases tarifaires en vigueur au moment du calcul, notamment celles utilisées pour la détermination des taux de conversion.

² Ce rachat supplémentaire n'est pas possible si la personne assurée a déclaré vouloir percevoir ses prestations de vieillesse sous forme de prestation unique en capital, complète ou partielle, et qu'au moment du rachat sa déclaration ne peut pas être révoquée ou qu'il n'est plus possible de respecter le délai réglementaire pour sa révocation.

5. Modalités du rachat

¹ Le montant de chaque versement doit être d'au moins CHF 5000.00. Le rachat visé au chiffre 4.1. peut être demandé à tout moment dès que les prestations réglementaires sont intégralement financées. Le rachat supplémentaire visé au chiffre 4.2. peut être demandé au plus tôt après avoir atteint l'âge de 50 ans révolus.

² Si des rachats sont effectués moins de trois ans avant la date prévue de la retraite anticipée ou si, indépendamment de ce délai, un rachat est effectué pour financer une réduction du taux de conversion, les prestations de vieillesse doivent être intégralement perçues sous forme de rente à la date prévue de la retraite anticipée. Un versement unique des prestations de vieillesse sous forme de capital est exclu.

6. Intégration de la somme du rachat

La somme du rachat versée est portée intégralement au crédit de la part subrogatoire de l'avoir de vieillesse. Si le rachat entraîne une augmentation des prestations de risque, l'employeur et la personne assurée continuent de prendre chacun à leur charge la part de cotisation fixée

dans les dispositions réglementaires.

7. Incapacité de gain avant la date prévue de la retraite anticipée

- ¹ Si à la date prévue de la retraite anticipée, la personne assurée est en incapacité de gain complète ou partielle, le droit aux prestations de vieillesse ne naît qu'au moment où elle a recouvré sa complète capacité de gain, au plus tard toutefois lorsqu'elle atteint l'âge de la retraite ordinaire.
- ² La dispense de l'obligation de payer des cotisations affectées aux bonifications de vieillesse intervient indépendamment du fait que lesdites bonifications de vieillesse aient été, ou non, préfinancées par le rachat de cotisations en vue d'une retraite anticipée.

8. Renonciation à la retraite anticipée (poursuite du travail)

8.1. Principe fondamental

En cas de renonciation à la retraite anticipée, l'objectif de prestations réglementaires, compte tenu des augmentations de salaire et des améliorations de prestations selon le plan de prévoyance intervenant jusqu'à l'âge de la retraite ordinaire, ne peut être dépassé de plus de 5 %.

8.2. Renonciation dans les cas visés au chiffre 4.1. (préfinancement des bonifications de vieillesse manquantes)

Si le rachat de cotisations sert uniquement à préfinancer des bonifications de vieillesse manquantes, selon les dispositions du chiffre 4.1., les bonifications de vieillesse réglementaires sont perçues et créditées aussi longtemps qu'elles ne sont pas déjà préfinancées. À partir de ce moment, l'assurance est maintenue jusqu'à la retraite effective, au plus tard jusqu'à l'âge de la retraite ordinaire, sans facturation des cotisations pour le financement des bonifications de vieillesse.

8.3. Renonciation dans les cas visés au chiffre 4.2. (préfinancement de la réduction du taux de conversion)

- ¹ Si la personne assurée a procédé à un rachat complet ou partiel destiné au préfinancement de la réduction du taux de conversion, selon les dispositions du chiffre 4.2, à la date prévue de la retraite anticipée, aucune bonification de vieillesse n'est perçue, et la couverture des risques selon le plan de prévoyance s'éteint. À ce moment, une rente de vieillesse est versée à la personne assurée. Cette rente est le produit de l'avoir de vieillesse disponible - diminué de l'avoir de vieillesse LPP minimal disponible et de la somme de rachat versée pour préfinancer les bonifications de vieillesse LPP manquantes, multiplié par le taux de conversion en vigueur à ce moment.
- ² À partir de ce moment, l'assurance est maintenue, selon un plan LPP minimal, jusqu'à la retraite effective, au plus tard jusqu'à l'âge de la retraite ordinaire, sans facturation des cotisations pour le financement des bonifications de vieillesse LPP.

9. Réduction des prestations de vieillesse

- ¹ Au moment de la retraite complète effective, les prestations de vieillesse sont réduites si leur total est supérieur à 105% des prestations de vieillesse calculées par la fondation à la date de la retraite ordinaire sur la base de l'avoir de vieillesse réglementaire maximal possible - multiplié, dans le

cas d'une perception sous forme de rente, par les taux de conversion applicables.

- ² L'avoir de vieillesse réglementaire maximal possible visé à l'alinéa 1 est déterminé sur la base du plan de prévoyance selon lequel la personne assurée était assurée jusqu'au moment à partir duquel aucune bonification de vieillesse réglementaire n'a plus été perçue. L'avoir de vieillesse réglementaire maximal possible est au moins égal à la valeur déterminante pour la retraite ordinaire au moment du dernier rachat selon le chiffre 4.
- ³ Les taux de conversion appliqués dans le calcul visé à l'alinéa 1 correspondent à ceux utilisés pour le calcul de la rente à la retraite ordinaire, en vigueur au moment de la retraite complète effective ou, s'ils sont plus élevés, au moment du dernier rachat au sens du chiffre 4.

Annexe 4

Règlement de liquidation partielle

1. Liquidation partielle ou totale

1.1. Principes

- ¹ En cas de liquidation partielle ou totale de la caisse de prévoyance, il existe, hormis le droit à une prestation de sortie, un droit individuel aux fonds collectifs de la caisse de prévoyance.
- ² Sont réputés moyens collectifs de la caisse de prévoyance les fonds libres et les éventuelles mesures spéciales. En cas de liquidation totale de la caisse de prévoyance, les fonds collectifs incluent également, en plus, les réserves pour cotisations de l'employeur, dans la mesure où ces réserves ne servent pas à compenser des coûts ou des cotisations impayées.

1.2. Conditions d'une liquidation partielle de la caisse de prévoyance

- ¹ Les conditions préalables d'une liquidation partielle sont résumées réunies si
- l'effectif, et, partant, le nombre des personnes assurées auprès de la fondation, diminue de manière importante en moins d'une année;
 - l'entreprise de l'employeur subit une restructuration qui entraîne un grand nombre de sorties individuelles;
 - dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise de l'employeur, un grand nombre de personnes assurées sont transférées dans une nouvelle institution de prévoyance (transfert collectif);
 - en cas de dissolution du contrat d'affiliation, toutes les assurances ne sont pas dissoutes et un

nombre important de personnes (bénéficiaires de rentes) demeurent assurées auprès de la fondation.

- ² La diminution importante visée à l'alinéa 1 est avérée lorsque 30% au moins d'un effectif de 2 à 29 personnes, 25% au moins d'un effectif de 30 à 69 personnes, 15% au moins d'un effectif de 70 à 99 personnes et 10% au moins d'un effectif de 100 personnes et plus sont concernés par la réduction de personnel (lettre a) ou par un transfert (lettre b) ou, dans le cas d'un transfert (lettre c), restent assurés auprès de la fondation.

1.3. Conditions d'une liquidation totale de la caisse de prévoyance

Les conditions préalables d'une liquidation totale sont réunies si

- l'entreprise de l'employeur est intégralement liquidée;
- l'entreprise de l'employeur est mise en faillite et que, à la suite de cela, elle n'existera plus.

1.4. Obligation d'annonce lors d'une liquidation partielle ou d'une liquidation totale

La fondation doit être informée sans retard du fait qu'une condition préalable de la liquidation partielle ou de la liquidation totale est remplie.

2. Répartition

2.1. Principes

- ¹ En cas de répartition prescrite légalement, les ayants droit peuvent uniquement faire valoir des prétentions individuelles aux fonds à répartir, qu'il s'agisse d'une sortie individuelle ou d'une sortie collective.
- ² Lors de l'établissement du plan de répartition, il est tenu compte intégralement de tous les fonds collectifs disponibles dans la caisse de prévoyance. Le plan de répartition prend en compte les critères et le cercle des bénéficiaires visés aux chiffres 3 et 4 du plan de répartition.
- ³ Le jour de référence de la répartition est, sous réserve du respect des conditions stipulées
- au chiffre 1.2., alinéa 1, lettre a, le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'effectif, et, partant, le nombre des personnes assurées a diminué de manière importante;
 - au chiffre 1.2., alinéa 1, lettre b, le 31 décembre suivant la décision de l'employeur;
 - au chiffre 1.2., alinéa 1, lettre c et d, le dernier jour du mois au cours duquel le transfert collectif a eu lieu;
 - au chiffre 1.2., alinéa 1, lettre d, le dernier jour du mois au cours duquel la résiliation du contrat d'affiliation a eu lieu.
- ⁴ Les personnes assurées et les bénéficiaires de rentes sont informés des modalités de la répartition. Ils ont le droit de transmettre des objections écrites et motivées à la commission de prévoyance compétente (dans le cas du chiffre 1.2., alinéa 1, lettre a - c) ou à Allianz Suisse Vie (dans le cas du chiffre 1.2., alinéa 1, lettre d) dans les 30 jours. Par ailleurs, les personnes assurées concernées peuvent déposer un recours dans les 30 jours, afin de faire

contrôler les conditions, la procédure et le plan de répartition par l'autorité de surveillance compétente, si leurs objections n'ont pas été satisfaites.

- ⁵ Si les actifs ou passifs déterminants varient d'au moins 5% entre la date du bilan de liquidation partielle ou totale et l'application du plan de répartition, les fonds collectifs à répartir sont adaptés en conséquence.

2.2. Plan de répartition en cas de liquidation partielle de la caisse de prévoyance

2.2.1. Fonds libres

- ¹ En principe, le plan de répartition applique les critères ci-après, uniformément pondérés:
- âge au jour de référence;
 - dernier salaire annuel annoncé;
 - avoir de vieillesse au jour de référence (pour les actifs) ou capital déterminant au jour de référence (pour les bénéficiaires de rentes);
 - nombre d'années d'assurance complètes au jour de référence.
- De ce fait, un âge avancé, un salaire annuel élevé, un avoir de vieillesse ou un capital déterminant important ainsi qu'un grand nombre d'années d'assurance influencent à la hausse la part de fonds à répartir.
- ² Les personnes ci-après sont prises en compte pour la répartition:
- tous les assurés actifs au jour de référence;
 - tous les bénéficiaires de rentes de vieillesse et d'invalidité au jour de référence;
 - toutes les personnes sorties de la fondation jusqu'à trois ans avant le jour de référence.

2.2.2. Mesures spéciales

¹ En principe, le plan de répartition applique les critères ci-après, uniformément pondérés:

- a) âge au jour de référence;
- a) dernier salaire annuel annoncé;
- b) nombre d'années d'assurance complètes au jour de référence.

De ce fait, un âge avancé, un bas salaire annuel et un grand nombre d'années d'assurance influencent à la hausse la part de fonds à répartir.

² Les personnes ci-après sont prises en compte pour la répartition:

- a) tous les assurés actifs au jour de référence;
- b) tous les bénéficiaires de rentes de vieillesse et d'invalidité au jour de référence;
- c) toutes les personnes sorties de la fondation jusqu'à trois ans avant le jour de référence.

2.2.3. Fonds libres et mesures spéciales

S'il y a lieu de répartir des fonds libres et des mesures spéciales, les mesures spéciales sont attribuées en priorité aux fonds libres et la somme est ventilée dans un plan de répartition conformément aux dispositions du chiffre 2.2.1.

2.4. Plan de répartition en cas de liquidation totale de la caisse de prévoyance

¹ En cas de répartition prescrite légalement par suite de liquidation totale de la caisse de prévoyance les principes fondamentaux d'établissement du plan de répartition énoncés au chiffre 2.2. s'appliquent.

² Si lors d'une liquidation totale de la caisse de prévoyance des réserves pour cotisations de l'employeur sont en plus disponibles, elles sont affectées en priorité aux fonds libres, après compensation des primes impayées, et les principes fondamentaux d'établissement du plan de répartition énoncés au chiffre 2.2. s'appliquent.

2.5. Exécution

2.5.1. Moment de la répartition en cas de liquidation partielle ou totale

¹ Le plan de répartition est exécuté dès qu'il a force de chose jugée.

² Le plan de répartition a force de chose jugée si

- a) dans le délai de 30 jours fixé dans la première lettre d'information, aucun des ayants droit n'a transmis d'objection écrite auprès de la commission compétente selon le chiffre 2.1., alinéa 4.
- b) dans le délai de 30 jours fixé dans la première lettre d'information, aucun des ayants droit n'a introduit de recours auprès de l'autorité de surveillance.
- c) dans le délai de 30 jours fixé dans la première lettre d'information, des ayants droit ont introduit un recours auprès de l'autorité de surveillance, mais que celui-ci a fait l'objet d'un refus informel et qu'aucune décision annulable n'a été requise de l'autorité de surveillance dans un nouveau délai de 30 jours à compter de la date du refus informel;

d) aucune décision annulable n'a été requise de l'autorité de surveillance dans un délai de 30 jours à compter du refus informel des objections et que dans la procédure engagée contre ces décisions la légalité des conditions préalables, de la procédure et du plan de répartition a été reconnue.

2.5.2. Genre de répartition

¹ La part de la répartition est créditée sur l'avoir de vieillesse ou le capital déterminant des bénéficiaires.

² Si, dans le cas de bénéficiaires de rentes, il n'est pas possible de l'intégrer au capital déterminant, la part attribuée peut être versée directement au bénéficiaire.

³ S'il n'est pas possible de l'intégrer à l'avoir de vieillesse, en raison du fait que le bénéficiaire a pu faire valoir un motif de versement en espèces, la part de la répartition est également versée directement au bénéficiaire.

⁴ Si le bénéficiaire a omis de fournir les informations nécessaires au versement, et que de ce fait l'attribution de la part qui lui revient n'est pas possible, sa part est transférée sans autre à la fondation de l'institution supplétive six mois après la première information relative à la répartition prévue.

2.6. Valeurs minimales

¹ La fondation est en droit de fixer des valeurs minimales pour le total des fonds à répartir ou pour la part à attribuer à chaque bénéficiaire.

² Si ces valeurs minimales ne sont pas atteintes, il est permis d'adapter le cercle des bénéficiaires, afin de maintenir les coûts engagés dans une proportion acceptable par rapport aux fonds à répartir.

³ La fondation contrôle périodiquement l'adéquation de ces mesures.

⁴ La valeur minimale de la part à attribuer à chaque bénéficiaire ne doit pas être inférieure à CHF 200.– ni supérieure à CHF 500.–.

2.7. Coûts

¹ L'établissement d'un plan de répartition et la répartition génèrent des coûts régis par le Règlement des frais de gestion en vigueur.

² Les dépenses extraordinaires engagées pour la liquidation d'objections et de plaintes, en particulier celles liées aux expertises nécessaires à cet effet, peuvent être facturées en sus à la caisse de prévoyance concernée.

2.8. Cas non réglés

La fondation règle par analogie, compte tenu des dispositions légales, les cas de répartition qui ne sont pas expressément réglés par le présent règlement.

3. Entrée en vigueur

Ce règlement entre en vigueur avec l'autorisation de l'autorité de surveillance compétente à la date d'une décision en ce sens du Conseil de fondation. Il s'applique à compter de cette date pour toutes les liquidations partielles qui auront été annoncées à la fondation après cette date.

Le règlement de liquidation partielle valable à partir du 23 novembre 2006 (décision de l'ancienne autorité de surveillance) s'applique dans le cas des liquidations partielles survenues avant l'entrée en vigueur du présent règlement, sous réserve des dispositions modifiées au 1^{er} juin 2009 de l'OPP2.

Annexe 5

Dispositions relatives au partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce

1. Introduction

- 1.1. Les dispositions de la présente annexe régissent les droits et obligations de la fondation concernant les rapports entre le conjoint débiteur qui est assuré auprès de la fondation et le conjoint créancier qui est assuré auprès de la fondation en rapport avec le partage de la prévoyance professionnelle ordonné par le tribunal en cas de divorce. Sont également régis les droits et obligations de la fondation en relation avec le conjoint créancier qui n'est pas assuré auprès de la fondation.
- 1.2. Les dispositions de la présente annexe priment sur des prescriptions divergentes dans les DGR et les DPR.

2. Partage de prévoyance en cas de divorce avant la retraite

- 2.1. Partage de la prestation de sortie avant la survenance du cas de prévoyance pour cause d'invalidité

¹ Si, à la date d'introduction de la procédure de divorce, le cas de prévoyance invalidité n'est pas survenu, la prestation de sortie du conjoint (débiteur) assuré auprès de la fondation acquise depuis la date du mariage jusqu'à la date d'introduction de la procédure de divorce est répartie selon les prescriptions du tribunal.

² Si le conjoint (débiteur) a atteint l'âge ordinaire réglementaire de la retraite et reporté la perception de la prestation de vieillesse, l'avoir de vieillesse disponible à la date d'introduction de la procédure de divorce est réparti comme une prestation de sortie selon les prescriptions du tribunal.

- 2.2. Partage de la prestation de sortie hypothétique après la survenance du cas de prévoyance invalidité

¹ Si, à la date d'introduction de la procédure de divorce, le cas de prévoyance invalidité est partiellement ou totalement survenu pour le conjoint (débiteur) assuré auprès de la fondation, la prestation de sortie hypothétique à laquelle le conjoint invalide aurait droit si l'invalidité était supprimée (part passive de l'avoir de vieillesse), calculée depuis la date du mariage jusqu'à la date d'introduction de la procédure de divorce, est répartie selon les prescriptions du tribunal.

² Si, à la date d'introduction de la procédure de divorce, le conjoint (débiteur) assuré auprès de la fondation est partiellement invalide, la part active de l'avoir de vieillesse du conjoint (débiteur) assuré auprès de la fondation acquise depuis la date du mariage jusqu'à la date d'introduction de la procédure de divorce est en outre répartie selon les prescriptions du tribunal.

³ Si la fondation ne verse au conjoint (débiteur) assuré auprès d'elle qu'une rente d'invalidité réduite (voire aucune rente) pour cause de surindemnisation en raison d'un concours avec des prestations de l'assurance-accidents obligatoire ou de l'assurance militaire, la prestation de sortie hypothétique selon l'alinéa 1 peut malgré tout être utilisée pour le partage selon les prescriptions du tribunal.

- 2.3. Objet du partage

¹ Si le conjoint (débiteur) assuré auprès de la fondation a perçu un versement anticipé EPL dans la période allant de la date du mariage à la date d'introduction de la procédure de divorce, le flux de capital et la perte d'intérêts en raison du versement anticipé EPL

sont débités, en cas de partage de la prestation de sortie, au prorata de l'avoir de vieillesse accumulé avant le mariage et de celui accumulé entre le mariage et le versement anticipé EPL (article 22a, alinéa 3 LFLP).

² Si le conjoint (débiteur) assuré auprès de la fondation a perçu un versement anticipé EPL dans la période allant de la date du mariage à la date d'introduction de la demande de divorce, le versement anticipé n'est pas pris en compte lors du partage de la prévoyance après la survenance de l'invalidité (article 22a, alinéa 4 LFLP).

³ Pour le calcul de la prestation de sortie en cas de mariage avant le 1^{er} janvier 1995, les tableaux prescrits sont déterminants (article 22b LFLP).

⁴ Ne sont pas inclus dans le partage

- l'avoir de vieillesse rémunéré au taux minimal LPP jusqu'à la date d'introduction de la demande de divorce qui existait déjà lors du mariage;
- les versements uniques rémunérés (rachats) effectués à partir des biens propres après la date du mariage et jusqu'à la date d'introduction de la procédure de divorce;
- les paiements en espèces et les indemnités en capital après la date du mariage jusqu'à la date d'introduction de la procédure de divorce.

- 2.4. Prélèvement et transfert de la prestation de sortie par la fondation (article 22c LFLP)

¹ La prestation de sortie à transférer au profit du conjoint créancier est prélevée par la fondation au conjoint (débiteur) assuré auprès de la fondation dans la proportion qui existe entre l'avoir de vieillesse LPP minimal et le reste de l'avoir de vieillesse.

² La fondation consigne la proportion selon laquelle la prestation de sortie du conjoint (débiteur) assuré auprès de la fondation est répartie entre l'avoir de vieillesse LPP minimal et le reste de l'avoir de vieillesse, et transmet cette information lors du transfert à l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint (créancier).

³ La prestation de sortie à transférer est versée à l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint créancier, ou, à titre subsidiaire, à l'institution supplétive de la fondation.

⁴ Les DGR concernant le «Transfert à la nouvelle institution de prévoyance», le «Maintien de la couverture de prévoyance sous une autre forme» ou le «Paiement en espèces» s'appliquent par analogie au transfert de la prestation de sortie en faveur du conjoint créancier.

- 2.5. Réception et versement de la prestation de sortie en faveur du conjoint (créancier) assuré auprès de la fondation

¹ La part de la prestation de sortie pouvant être transférée par l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint débiteur à la fondation est créditée à l'avoir de vieillesse LPP minimal et à l'avoir de vieillesse restant du conjoint (créancier) assuré auprès de la fondation dans la proportion dans laquelle elle a été prélevée auprès de l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint débiteur réalisant le transfert.

² La fondation demande à l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint débiteur les informations concernant la proportion selon laquelle la prestation de sortie est répartie auprès de l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint débiteur entre l'avoir de vieillesse LPP minimal et le reste de l'avoir de vieillesse.

³ Si le conjoint (créancier) assuré auprès de la fondation a atteint l'âge légal ordinaire de la retraite mais que son droit aux prestations de vieillesse n'a pas débuté, la prestation de sortie à lui transférer n'est pas créditée sur son avoir de vieillesse et la fondation ne reçoit pas le versement.

2.6. Rachat après le transfert de l'avoir de vieillesse

¹ Le conjoint (débité) assuré auprès de la fondation peut effectuer un rachat jusqu'à hauteur de la prestation de sortie transférée à la fondation (part active de l'avoir de vieillesse) si aucun cas de prévoyance n'est survenu à la date du rachat.

² Il n'existe pas de droit au rachat après le transfert de la prestation de sortie hypothétique à laquelle le conjoint invalide aurait droit en l'absence d'invalidité (part passive de l'avoir de vieillesse).

³ Les montants rachetés sont crédités à l'avoir de vieillesse LPP minimal et au reste de l'avoir de vieillesse dans la même proportion que celle prévue lors du prélèvement de la prestation de sortie.

2.7. Adaptation de la rente d'invalidité du conjoint (débité) assuré auprès de la fondation

¹ Si, selon les DPR, l'avoir de vieillesse acquis jusqu'au début du droit à la rente d'invalidité n'a pas d'influence sur le calcul de la rente d'invalidité, le calcul de la rente d'invalidité n'est pas adapté par suite du transfert de la prestation de sortie en faveur du conjoint créancier.

² Si, selon les DPR, l'avoir de vieillesse acquis jusqu'au début du droit à la rente d'invalidité a une influence sur le calcul de la rente d'invalidité, la règle suivante s'applique pour l'adaptation de la rente d'invalidité par suite du transfert de la prestation de sortie en faveur du conjoint créancier.

- Si l'incapacité de travail dont la cause conduit à l'invalidité (début du délai d'attente) survient après l'entrée en vigueur du jugement de divorce, le calcul de la rente d'invalidité est adapté.

- Si l'incapacité de travail dont la cause conduit à l'invalidité (début du délai d'attente) est survenue avant l'entrée en vigueur du jugement de divorce, la rente d'invalidité n'est pas recalculée.

Ces dispositions s'appliquent également si le cas de prévoyance invalidité ne survient qu'après le transfert de la prestation de sortie en faveur du conjoint créancier.

³ Si une adaptation du calcul de la rente d'invalidité a lieu, celle-ci peut être réduite au maximum du montant dont elle serait amputée si elle était calculée sur la base de l'avoir diminué de la partie de la prestation de sortie transférée en faveur du conjoint créancier. Une rente d'invalidité en cours lors du transfert ne peut être réduite que dans la proportion qui existe entre la part transférée de l'avoir de vieillesse hypothétique à la date de l'introduction de la procédure de divorce et l'avoir de vieillesse hypothétique total avant le transfert. Le nouveau calcul de la rente d'invalidité en cours est effectué selon les dispositions réglementaires qui étaient déterminantes à la date du calcul de la rente d'invalidité.

⁴ Dans le cadre du compte témoin LPP, le calcul de la rente d'invalidité LPP est cependant adapté dans tous les cas. L'avoir de vieillesse LPP minimal sur lequel se fonde le calcul adapté comprend:

a) l'avoir de vieillesse LPP minimal proportionnel que l'assuré a acquis jusqu'au début du droit à la rente d'invalidité;

b) la somme proportionnelle des bonifications de vieillesse LPP pour les années manquantes à

partir du début du droit à la rente d'invalidité jusqu'à l'introduction de la procédure de divorce, sans les intérêts;

c) la somme des bonifications de vieillesse pour les années manquantes de l'introduction de la procédure de divorce à l'âge ordinaire de la retraite, sans intérêts.

Selon les lettres a et b, la proportion qui existe entre la part de l'avoir de vieillesse LPP minimal hypothétique non transféré à la date de l'introduction de la procédure de divorce et l'avoir de vieillesse LPP hypothétique minimal total est déterminante. Pour le reste, le calcul adapté est effectué selon les dispositions réglementaires qui étaient déterminantes à la date du calcul de la rente d'invalidité LPP.

2.8. Adaptation de la rente d'invalidité du conjoint (créancier) assuré auprès de la fondation

¹ Si, selon les DPR, l'avoir de vieillesse acquis jusqu'au début du droit à la rente d'invalidité n'a pas d'influence sur le calcul de la rente d'invalidité, le calcul de la rente d'invalidité n'est pas adapté par suite de la réception et du versement de la prestation de sortie.

² Si, selon les DPR, l'avoir de vieillesse acquis jusqu'au début du droit à la rente d'invalidité a une influence sur le calcul de la rente d'invalidité, la règle suivante s'applique pour l'adaptation de la rente d'invalidité par suite de la réception et du versement de la prestation de sortie.

- Si l'incapacité de travail dont la cause conduit à l'invalidité (début du délai d'attente) survient après l'entrée en vigueur du jugement de divorce, le calcul de la rente d'invalidité est adapté.

- Si l'incapacité de travail dont la cause conduit à l'invalidité (début du délai d'attente) est survenue avant l'entrée en vigueur du jugement de divorce, la rente d'invalidité n'est pas recalculée.

Ces dispositions s'appliquent également si le cas de prévoyance invalidité ne survient qu'après la réception et le versement de la prestation de sortie.

3. Partage de prévoyance en cas de divorce après la retraite

3.1. Partage de la rente de vieillesse après la retraite

- ¹ Si le conjoint (débitéur) assuré auprès de la fondation a droit à une rente de vieillesse au moment de l'introduction de la procédure de divorce, cette rente est répartie selon les prescriptions du tribunal.
- ² La part de rente allouée par le tribunal au conjoint créancier à la charge du conjoint (débitéur) assuré est convertie par la fondation en une rente à vie à la date à laquelle le divorce entre en force.
- ³ La conversion s'effectue selon la formule prescrite par le Conseil fédéral valable lors de l'entrée en force du jugement de divorce (cf. annexe LFLP, article 19h).
- ⁴ Le conjoint créancier fait savoir par écrit à la fondation si la rente à vie doit être versée sous la forme d'un capital ou d'une rente.
- ⁵ Le versement en capital a lieu au plus tard 30 jours après la réception de la communication à la fondation.

3.2. Transfert de la rente à vie ou de l'indemnité en capital due au conjoint créancier par la fondation

- ¹ Si le conjoint créancier a droit à une rente entière d'invalidité ou s'il a atteint l'âge minimal déterminant dans son institution de prévoyance pour un départ à la retraite anticipé, il peut exiger que la rente à vie ou l'indemnité en capital lui soit directement versée.
- ² Si le conjoint créancier a droit à une rente de vieillesse ou s'il a atteint l'âge légal ordinaire de la retraite, la fondation lui verse directement la rente à vie ou l'indemnité en capital. Il peut en exiger le transfert dans son institution de prévoyance s'il n'a pas encore droit à une rente de vieillesse et s'il peut encore effectuer des rachats selon son règlement.
- ³ Les rentes pouvant être versées directement au conjoint créancier sont en général payées trimestriellement d'avance au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre. Si la première rente ne commence pas à courir à l'une de ces dates, elle est calculée au prorata.
- ⁴ Si aucun versement direct au conjoint créancier n'a lieu, la rente à vie est transférée par la fondation à l'institution de prévoyance ou à l'institution de libre passage du conjoint créancier, ou, à titre subsidiaire, à l'institution supplétive.
- ⁵ Ce transfert correspond à la rente due pour une année civile et est effectué annuellement au plus tard le 15 décembre de l'année considérée. Si le conjoint créancier a droit au versement direct d'une rente d'invalidité ou de vieillesse ou s'il décède, le transfert correspond à la rente due entre le début de l'année en question et le moment de la survenance du cas de prévoyance. La fondation doit, sur le montant annuel de la prestation à transférer, un intérêt qui correspond à la moitié du taux réglementaire en vigueur pour l'année considérée.
- ⁶ La fondation consigne la proportion selon laquelle la rente à vie ou l'indemnité en capital du conjoint (débitéur) assuré auprès de la fondation est répartie entre l'avoir de vieillesse LPP minimal et le reste de l'avoir de vieillesse, et transmet cette information lors du transfert à l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint (créancier).
- ⁷ Si le conjoint créancier change d'institution de prévoyance ou de libre passage, il doit en informer la fondation au plus tard le 15 novembre de l'année considérée.

3.3. Réception et versement de la rente à vie ou de l'indemnité en capital due par la fondation au conjoint (créancier) assuré auprès de la fondation

- ¹ La part de la rente à vie ou de la prestation en capital pouvant être transférée par l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint débitéur à la fondation est créditée à l'avoir de vieillesse LPP minimal et à l'avoir de vieillesse restant du conjoint (créancier) assuré auprès de la fondation dans la proportion dans laquelle elle a été prélevée auprès de l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint débitéur réalisant le transfert.
- ² La fondation demande à l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint débitéur les informations concernant la proportion selon laquelle la rente à vie ou l'indemnité en capital est répartie auprès de l'institution de prévoyance ou de libre passage du conjoint débitéur entre l'avoir de vieillesse LPP minimal et le reste de l'avoir de vieillesse.

4. Calcul de la prestation de sortie et des prestations de vieillesse en cas de retraite pendant la procédure de divorce (article 22a, alinéa 4 LFLP)

4.1. Si le conjoint (débitéur) assuré auprès de la fondation atteint l'âge de rente comme actif ou comme rentier invalide et a droit à une rente de vieillesse

- ¹ Si le cas de prévoyance vieillesse survient pour le conjoint (débitéur) assuré auprès de la fondation pendant la procédure de divorce, la fondation peut réduire la part à transférer de la prestation de vieillesse et la prestation de vieillesse.
- ² La rente de vieillesse est recalculée au début de la rente et réduite au maximum du montant dont elle serait amputée si elle était calculée sur la base de l'avoir diminué de la partie transférée de la prestation de sortie.
- ³ La première moitié de la somme dont les versements de rentes de vieillesse pourraient être amputés jusqu'à l'entrée en force du jugement de divorce s'ils étaient calculés sur la base d'un avoir diminué de la partie transférée de la prestation de sortie est déduite de la prestation de sortie à transférer en faveur du conjoint créancier.
- ⁴ L'autre moitié de cette somme est convertie, au moment de l'entrée en force du jugement de divorce selon les bases actuarielles en vigueur pour le calcul initial de la rente de vieillesse, en une rente à vie dont la rente de vieillesse du conjoint débitéur réduite selon l'alinéa 2 est en plus amputée. Les rentes versées après le jugement de divorce qui dépassent la rente de vieillesse réduite selon l'alinéa 2 sont décomptées de la rente de vieillesse due dans la mesure légalement autorisée.

4.2. Si le conjoint (débitéur) assuré auprès de la fondation atteint l'âge de rente comme actif ou comme rentier invalide et a droit à un capital de vieillesse

- ¹ Si le cas de prévoyance vieillesse survient pour le conjoint (débitéur) assuré auprès de la fondation pendant la procédure de divorce, la fondation peut réduire la part à transférer de la prestation de vieillesse et la prestation de vieillesse.
- ² Si la perception de la prestation de vieillesse sous la forme d'un capital a été demandée en temps utile, l'échéance du capital de vieillesse est reportée jusqu'à l'entrée en force du jugement de divorce. Pendant le report, la fondation verse au conjoint débitéur des prestations d'avance sur le capital de vieillesse sous la forme d'une rente de vieillesse.
- ³ La première moitié de la somme dont ces prestations d'avance pourraient être amputées jusqu'à l'entrée en force du jugement de divorce si elles étaient calculées sur la base d'un avoir diminué de la partie transférée de la

prestation de sortie est déduite de la prestation de sortie à transférer en faveur du conjoint créancier.

⁴ Les prestations d'avance fournies par la fondation jusqu'à l'entrée en force du jugement de divorce, réduites de la déduction de la prestation de sortie à transférer selon l'alinéa 3, sont déduites, à la date de l'entrée en force du jugement de divorce, du capital de vieillesse réduit du conjoint (débitur) assuré auprès de la fondation par suite du transfert de la prestation de sortie (sans la déduction selon l'alinéa 3).

5. Obligations d'information de la fondation

Dans le cas d'un divorce ou d'une dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré, la fondation doit donner des renseignements à la personne assurée ou au tribunal sur demande sur les points suivants:

- a) le montant des avoirs qui sont déterminants pour le calcul de la prestation de sortie à partager;
- b) la part de l'avoir de vieillesse LPP minimal dans l'avoir total de la personne assurée;
- c) la question de savoir si et, le cas échéant, dans quelle mesure la prestation de sortie a été perçue de manière anticipée dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement;
- d) le montant de la prestation de sortie à la date d'un éventuel versement anticipé;
- e) la question de savoir si, et, le cas échéant, dans quelle mesure la prestation de sortie ou de prévoyance est mise en gage;
- f) le montant probable de la rente de vieillesse;
- g) la question de savoir si des indemnités en capital ont été versées;
- h) le montant de la rente d'invalidité ou de vieillesse;
- i) la question de savoir si, et, le cas échéant, dans quelle mesure une rente d'invalidité est réduite, si elle est réduite raison d'un concours avec des rentes d'invalidité de l'assurance-accidents obligatoire ou de l'assurance militaire et, dans ce cas, si elle a également été réduite sans droit à des rentes pour enfants;
- j) le montant de la prestation de sortie qui reviendrait au bénéficiaire d'une rente d'invalidité après l'annulation de la rente d'invalidité;
- k) l'adaptation de la rente d'invalidité si, en cas de partage de prévoyance, une somme a été transférée au conjoint créancier;
- l) d'autres renseignements qui sont nécessaires à l'exécution du partage de prévoyance.

6. Champ d'application

La présente annexe entre en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

Annexe 6

Maintien de l'assurance en cas de résiliation des rapports de travail par l'employeur après 58 ans

1. Généralités

- ¹ Les dispositions de cette annexe s'appliquent au maintien de l'assurance de personnes qui quittent l'assurance obligatoire lorsqu'elles ont 58 ans révolus parce que leurs rapports de travail ont été résiliés par l'employeur. Le maintien de l'assurance au-delà de l'âge normal de la retraite n'est pas possible.
- ² Soit seuls les risques décès et invalidité soit en plus l'épargne vieillesse peuvent continuer d'être assurés. L'épargne vieillesse ne peut continuer d'être assurée à elle seule.
- ³ Le maintien de l'assurance est fonction des DPR en vigueur dans la fondation pour la solution de prévoyance existant avant le début de ce maintien. Reste réservé le délai d'attente pour les rentes d'invalidité, qui s'élève désormais à 12 mois dans le maintien de l'assurance. Au moment du départ à la retraite, les paramètres non spécifiques au plan, tels que le taux de conversion, les intérêts et autres données similaires, sont fonction des dispositions qui s'appliquent aux personnes assurées auprès de la caisse de pensions de l'ancien employeur.

2. Conditions

- ¹ La personne qui doit continuer d'être assurée doit remplir toutes les conditions suivantes:
 - a) avoir 58 ans révolus; et
 - b) prouver que ses rapports de travail ont été résiliés par l'employeur; et
 - c) ne pas avoir été invalide à 70 % ou plus; et
 - d) avoir détenu un avoir de vieillesse actif auprès de la fondation au moment de la résiliation des rapports de travail; et
 - e) ne percevoir aucune prestation de vieillesse au début du maintien de l'assurance et n'en avoir perçu aucune.
- ² Le maintien de l'assurance doit être demandé par écrit à la fondation au moyen du formulaire prévu à cet effet. Le formulaire doit parvenir à la fondation accompagné des justificatifs relatifs aux conditions exposées à l'alinéa 1 au plus tard 30 jours après la résiliation des rapports de travail. Si les rapports de travail ont déjà été résiliés par l'employeur, mais que la personne assurée ne quitte l'assurance que plus tard et qu'il n'y avait donc pas de droit au maintien de l'assurance au moment de la résiliation des rapports de travail, le délai de 30 jours commence à courir lorsque la personne assurée quitte l'assurance. En pareils cas, le formulaire doit parvenir à la fondation accompagné des justificatifs relatifs aux conditions exposées à l'alinéa 1 au plus tard 30 jours après la sortie de l'assurance. Si le formulaire et/ou les justificatifs requis ne parviennent à la fondation qu'après l'expiration de ce délai ou ne lui parviennent pas du tout, le droit au maintien de l'assurance est perdu et la sortie de la personne assurée prend effet.
- ³ Le choix de continuer à n'assurer que les risques décès et invalidité ou en plus l'épargne vieillesse doit être mentionné à l'alinéa 2 du formulaire précité. Si la personne assurée souhaite renoncer de nouveau à l'épargne vieillesse, elle peut en informer la fondation par écrit. Un autre changement ultérieur de la variante choisie est toutefois exclu.

3. Admission au maintien de l'assurance

- ¹ Si les conditions visées au chiffre 2, alinéa 2 sont remplies, la personne assurée est admise au maintien de l'assurance.

- ² La fondation adresse à la personne assurée la facture correspondant aux cotisations pour la première année d'assurance ainsi qu'un certificat de prévoyance individuel au plus tard 60 jours après la résiliation des rapports de travail ou, dans les cas énoncés au chiffre 2, alinéa 2, deuxième phrase, au plus tard 60 jours après la sortie de l'assurance. Le certificat de prévoyance indique le montant de la cotisation annuelle pour le maintien de l'assurance.

4. Financement / facturation / conséquences du retard de paiement

- ¹ La personne assurée doit l'ensemble des cotisations à la fondation (cotisation de l'employé et cotisation de l'employeur).
- ² La fondation perçoit une cotisation annuelle devant être acquittée de manière anticipée et la facture à la personne assurée. La facture pour l'année cours de laquelle débute le maintien de l'assurance (première année d'assurance) est envoyée selon les modalités énoncées au chiffre 3, alinéa 1. La personne assurée reçoit la facture pour chaque nouvelle année d'assurance (année suivante) en novembre.

Les cotisations sont dues chaque année de manière anticipée et doivent être virées à la fondation selon les modalités suivantes:

- pour la première année d'assurance, dans les 90 jours à compter de la résiliation des rapports de travail ou, dans les cas énoncés au chiffre 2, alinéa 2, deuxième phrase, dans les 90 jours à compter de la sortie de l'assurance;
- pour les années suivantes: au plus tard le 31 janvier de l'année d'assurance concernée.

- ³ Si la personne assurée n'a pas versé à la fondation les cotisations correspondant à la première année d'assurance dans les 90 jours suivant la résiliation des rapports de travail ou, dans les cas énoncés au chiffre 2, alinéa 2, deuxième phrase, dans les 90 jours suivant la sortie de l'assurance ou, pour les années suivantes, au plus tard le 31 janvier de l'année d'assurance concernée, la personne assurée est en retard de paiement et la fondation a le droit de résilier le maintien de l'assurance pour cause d'arriérés de cotisations..

5. Début et fin du maintien de l'assurance

- ¹ Le maintien de l'assurance débute le lendemain de la résiliation des rapports de travail ou le jour où la personne assurée serait sortie de l'assurance.
- ² Le maintien de l'assurance prend fin avec la survenue du cas de prévoyance décès ou invalidité, ainsi qu'avec le départ à la retraite. Si la personne assurée est en invalidité partielle, le maintien de l'assurance se poursuit pour la partie qui reste active.
- ³ La personne assurée peut résilier le maintien de l'assurance en tout temps à la fin du mois. Si la personne assurée n'a pas demandé de départ anticipé à la retraite au moment où la résiliation prend effet, ce n'est pas la prestation de vieillesse mais la prestation de sortie qui est versée (cas de libre passage).
- ⁴ En outre, le maintien de l'assurance prend fin si la fondation résilie l'affiliation pour cause d'arriérés de cotisations ainsi que le prévoit le chiffre 4, alinéa 3. Si la personne assurée n'a pas encore atteint l'âge normal de départ à la retraite au moment où la résiliation prend effet, ce n'est pas la prestation de vieillesse mais la

prestation de sortie qui est versée (cas de libre passage).

⁵ Si la personne assurée trouve un nouvel emploi et s'affilie donc à une nouvelle institution de prévoyance, le maintien de l'assurance prend fin lorsque plus des deux tiers de la prestation de sortie sont nécessaires pour l'achat de toutes les prestations réglementaires dans la nouvelle institution de prévoyance. Si plus des deux tiers mais moins de l'intégralité de la prestation de sortie peuvent être transférés dans la nouvelle institution de prévoyance, la part de la prestation de sortie qui ne peut être transférée dans la nouvelle institution de prévoyance est versée (cas de libre passage).

⁶ Par contre, si seuls deux tiers ou moins de la prestation de sortie peuvent être transférés dans la nouvelle institution de prévoyance, le maintien de l'assurance ne prend pas fin mais se poursuit, avec un salaire assuré réduit.

6. Prestations

¹ Le droit au capital de vieillesse commence le premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'âge ordinaire de la retraite est atteint. Le départ anticipé partiel à la retraite (retraite anticipée partielle) est exclu. Si le maintien de l'assurance a duré plus de deux ans, la prestation de vieillesse ne peut être versée que sous forme de rente. Le versement de la prestation de vieillesse sous forme de capital n'est donc possible que pendant les deux premières années du maintien de l'assurance. Reste réservée l'intervention du cas de libre passage en cas de résiliation par la personne qui bénéficie du maintien de l'assurance elle-même ou par la fondation pour cause d'arriérés de cotisations ainsi que le prévoit le chiffre 5, alinéas 3 et 4.

² La fondation conserve la prestation de sortie même lorsque seuls les risques décès et invalidité continuent d'être assurés.

³ Les prestations d'invalidité et de survivants sont assurées selon les conditions des DPR applicables au maintien de l'assurance. Si le maintien de l'assurance a duré plus de deux ans, la prestation de vieillesse ne peut être versée que sous forme de rente.

7. Rachat et encouragement à la propriété du logement (EPL)

¹ Le rachat facultatif est possible.

² Le versement anticipé et le nantissement dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement ne sont possibles que pendant les deux premières années après le début du maintien de l'assurance. Au début du maintien de l'assurance, les nantissements existants subsistent dans la mesure où ils concernent les prétentions aux prestations vieillesse et survivants qui font l'objet du maintien de l'assurance.

8. Divorce

Le versement ou la réception de fonds issus de la prévoyance pour cause de divorce ainsi que le rachat à la suite d'un divorce sont possibles. Les détails sont réglés à l'annexe 7 « Dispositions relatives au partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce ».

9. Justification et dissolution de la relation d'affiliation

¹ Les personnes dont le maintien de l'assurance en vertu de l'article 47a LPP a été mis en place conformément au plan de prévoyance en vigueur auprès d'une ancienne institution de prévoyance et dont l'ancien employeur s'affilie désormais à la fondation sont également transférées dans la nouvelle caisse de pensions. Le transfert individuel dans le maintien de l'assurance à partir d'une autre institution de prévoyance est exclu.

² En vertu de la présente annexe, la dissolution de la relation d'affiliation entraîne le transfert du portefeuille assuré de l'assurance maintenue dans la nouvelle institution de prévoyance.

10. Dispositions finales

10.1 Disposition transitoire

¹ Les personnes qui ont quitté l'assurance obligatoire à l'âge de 58 ans révolus parce que leurs rapports de travail ont été résiliés par leur employeur après le 31 juillet 2020 mais avant le 1^{er} janvier 2021 peuvent également bénéficier du maintien de l'assurance à partir du 1^{er} janvier 2021 en vertu de la présente annexe. Toutefois, si l'ancien employeur n'est plus affilié à la fondation le 1^{er} janvier 2021, le maintien de l'assurance auprès de la fondation est exclu.

² Le maintien de l'assurance doit être demandé par écrit à la fondation au moyen du formulaire prévu à cet effet. Le formulaire doit parvenir à la fondation accompagné des justificatifs relatifs aux conditions exposées au chiffre 2, alinéa 1 au plus tard le 31 janvier 2021. Si le formulaire et/ou les justificatifs mentionnés ne parviennent à la fondation qu'après l'expiration de ce délai ou ne lui parviennent pas du tout, le droit au maintien de l'assurance est perdu. Les demandes de maintien de l'assurance qui sont parvenues à la fondation avant le 1^{er} janvier 2021, et donc avant l'entrée en vigueur de la présente annexe, sont également valides si elles n'ont pas été présentées sur le formulaire prévu à cet effet mis à disposition sur Internet par la fondation.

Pour les personnes dont les rapports de travail ont été résiliés après le 31 juillet 2020 mais avant le 1^{er} janvier 2021 et qui ont demandé le maintien de l'assurance en bonne et due forme conformément à la présente annexe, le maintien de l'assurance débute le 1^{er} janvier 2021.

10.2 Champ d'application

¹ Par ailleurs, les dispositions des DGR s'appliquent dans la mesure où elles sont pertinentes pour le maintien de l'assurance.

² Cette annexe entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

